



43 avenue Albert Raimond – BP 80036
42272 Saint Priest en Jarez cedex
Tel : 04 77 92 24 60
Fax : 04 77 92 24 69

Projet de révision zone vulnérable nitrate 2020

Avis FDSEA de la Loire

Madame, Monsieur,

La consultation du public du projet de révision de la zone vulnérable nitrate est cours pour le territoire ligérien situé en Loire-Bretagne. Ce projet initial prévoyait le classement de 106 commune supplémentaires soit un tiers du département en zone vulnérable nitrate, en plus des 65 communes « historiques ». Cette proposition initiale de classement est incompréhensible au regard de la qualité de l'eau départementale, située dans la partie amont du fleuve Loire, et au regard de la structure même de notre agriculture ligérienne, basée sur l'élevage bovin laitier et allaitant, mettant en valeur les 75 % de prairie que compte la SAU départementale.

Plusieurs arguments nous conduisent à rejeter l'extension de la zone vulnérable nitrate sur notre département :

- le faible nombre d'analyse d'eau couplé à l'utilisation du percentile 90 conduisent à ne retenir que la valeur maximale pour délimiter de nouvelles cartes.
- le nombre de mesures en dépassement faible et parfois inexpliqué.
- le contexte hivernal climatique sec de 2018-2019 qui a réduit les débits et accru les concertations de nitrates dans les eaux prélevées.
- la présence de sources de pollutions non agricoles comme, la dégradation de l'azote liée à la présence de la forêt, la présence de stations d'épuration non conformes en zone urbaine, péri-urbaines et rurale, et plus particulièrement, dans les secteurs de moins de 2000 EH, ou encore la présence de rejet industriel.
- Le lieu même du prélèvement d'eau en aval des Stations d'Épuration.

Identifier l'agriculture comme la source de la pollution diffuse par les nitrates est d'autant plus incompréhensible que le nombre de bovins n'a cessé de décroître (-9500 bovins laitiers et -10500 bovins allaitants en 4 ans) et que les chargements sont faibles, voire très faibles, dans notre département.

Si la raison a permis, à l'issue de la phase de concertation, d'identifier un certain nombre de masses d'eau pour lesquelles tout lien avec l'agriculture est écarté, nous déplorons que le classement prévoit

à nouveau 24 communes, 7 en classement total et 17 en classement partiel. La subdivision de communes est par ailleurs illisible sur le terrain et ne conduira pas à améliorer la qualité de l'eau. C'est pourquoi, nous rejetons le classement des communes « partiellement classées ».

Nous constatons que le programme d'actions nitrates, s'il est vigoureux dans notre département depuis de nombreuses années, n'a pas permis d'améliorer la qualité de l'eau et qu'aucune des communes « historiques » ne sont proposées au déclassement par le bassin Loire-Bretagne.

Cette extension fera porter une charge supplémentaire financière et morale aux exploitants concernés, sans résultat sur la qualité de l'eau et conduira, dans un contexte d'instabilité réglementaire, à rendre difficile le renouvellement des générations. Nous demandons le chiffrage, pour les exploitations agricoles présentes dans la zone du coût de l'application du Programme National Nitrates en rapport avec le bénéfice en matière de qualité de l'eau.

Suite à la phase de concertation, où la situation de chaque masse a été étudiée point par point, nous ne comprenons pas qu'un certain nombre de masses d'eau et/ou de communes soient proposées au classement. C'est pourquoi, nous insistons sur la nécessité de déclasser les communes pour lesquelles la justification est litigieuse et ne pourra pas être expliquée sur le terrain. (Voir éléments techniques ci-dessous).

Nous demandons également l'harmonisation des calendriers de la consultation du public pour les territoires de Loire-Bretagne et Rhône Méditerranée pour plus de lisibilité et un meilleur délai de réponse pour les acteurs économiques, premiers concernés par l'extension. L'objectif étant une concertation de qualité face aux enjeux pour l'agriculture.

Afin d'anticiper la prochaine campagne d'analyses et de ne pas se retrouver dans la situation actuelle, nous demandons la révision des plans de contrôle, et notamment, la mise en place de nouveaux points de prélèvements en aval des stations d'épuration, le développement des campagnes de prélèvements avec l'instauration de 12 points minimum, etc...

Nous souhaitons également que l'expérimentation se développe pour prendre en compte le changement climatique, l'urbanisation des zones rurales dans la gestion des effluents d'élevage sur le territoire « historique » des Monts du Lyonnais de la zone vulnérable de la Loire.

**Le président de la FDSEA
Gérard Gallot**

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Gallot', with a long horizontal flourish extending to the right.

Éléments techniques / masse d'eau

Masse d'eau superficielle «Le Montferrand et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec la Mare»

Code masse d'eau : FRGR2187

Concernant cette masse d'eau, nous constatons que les communes de Boisset-Saint-Priest et Soleymieux sont **très faiblement concernées par cette masse d'eau** en terme de surface.

Communes	Surface concernée Par ME FGGR2187	Surface communale	% de surface concernée
Soleymieux	170 000	9 077 000	1,9
Margerie-Chantagret	282 000	7 800 000	3,6

De plus, les observations de la DREAL Auvergne Rhône Alpes mettent en évidence au niveau de l'analyse de nutriments « des problèmes très réguliers relevés pour les formes azotées avec de fortes concentrations en nitrites et ammonium et en formes phosphorés, quasis systématiques, montrant des apports importants de type domestique (assainissement non maîtrisée). ». Sur les communes de Soleymieux, Margerie et Saint Georges Haute-ville, l'agriculture, très orientée vers l'élevage (bovins laitiers et allaitants), est à caractère extensif (chargement moyen de 1,1 UGB par Ha) et largement herbagère. De plus, le point de prélèvement des analyses d'eau est situé en aval de la masse d'eau. **Nous réfutons l'origine agricole des dépassements.**

En conséquence, **nous demandons le non classement des communes de Soleymieux, Margerie-Chantagret et Saint Georges Hauteville.**

Masse d'eau superficielle «L'Argent et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Aix »

Code masse d'eau : FRGR1508

Cette masse d'eau enregistre **une seule valeur au dessus du seuil de 18 mg/l** soit 53 mg/l le 12 février 2019, et ce, dans un contexte hydrologique très défavorable. Ce résultat est incompréhensible puisque la qualité des eaux indique une qualité moyenne à bonne, d'après le réseau de suivi de la qualité des rivières.

De plus, les communes proposées au classement se situent en secteur de montagne. L'agriculture, très orientée vers l'élevage (bovins laitiers et allaitants), est à caractère extensif et très largement herbagère et le niveau moyen de chargement des exploitations de secteur est stable et peu élevé (**chargement moyen de 1,08 UGB par Ha**).

Nous remettons en cause le résultat de l'analyse anachronique de cette mesure.

En conséquence, nous demandons le non classement des communes de cette masse d'eau.

Masse d'eau superficielle « L'Onzon et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Aix »

Code masse d'eau : FRGR1516

Le point de prélèvement d'eau est situé **en aval de la plaque des étangs d'Arthun**. Alors que **les valeurs en nitrates sont faibles (valeurs inférieures à 5 mg/l)**, seulement 3 valeurs dépassent la valeur seuil de 18 mg/l.

L'origine agricole de ce pic est peu probable, compte tenu de la présence sur la zone de plaine d'étangs subissant régulièrement des vidanges. En effet, sur cette zone, l'agriculture est orientée polyculture-élevage en bovins laitiers et allaitants. De plus, le niveau moyen de chargement des exploitations de secteur est stable et peu élevé (chargement moyen de 1,09 UGB par ha).

Nous réfutons l'origine agricole des dépassements.

En conséquence, **nous demandons le non classement des communes de cette masse d'eau.**

Masse d'eau superficielle «La Loise et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence de la Loire»

Code masse d'eau : FRGR0173

2 communes de cette masse d'eau (Bussièrès, Sainte-Colombe-sur-Gand) ne sont concernées par cette masse d'eau que par des très faibles surfaces.

Communes	Surface concernée Par ME FRGR0173	Surface communale	% de surface concernée
Bussièrès	490 000	16 700 000	2,9
Ste Colombe/Gand	156 000	13 600 000	1,1

En conséquence, nous demandons le **non classement de ces deux communes de cette masse d'eau.**

De plus, nous nous interrogeons sur l'origine agricole des nitrates pour ce secteur. Nous refusons que l'agriculture porte le chapeau d'une pollution multi-factorielle, car le classement en zone vulnérable nitrate aura des conséquences importantes sur les exploitations du secteur.

En conséquence, **nous demandons le non classement des communes de cette masse d'eau.**

Concernant **la commune de Saint Romain en Jarez**, nous nous étonnons de sa présence dans la carte soumise à la consultation du public, car le cas de cette commune n'a pas été étudié lors de la phase de concertation, car elle n'était pas classée. Cette commune est classée par la masse d'eau Coise, alors que sa surface en intersection avec la masse d'eau est très faible (moins de 1 %). **En conséquence, nous demandons le non classement de cette commune.**